MES CHERS COMPATRIOTES,

Je sollicite à nouveau vos suffrages. Ces élections ayant une fois de plus, une importance capitale. Je ne puis m'y dérober.

Au cours d'une vie politique déjà longue, j'ai toujours pris, particulièrement aux heures critiques, une position sans équivoque.

Je demande à mes adversaires de me rendre au moins ce témoignage.

Mon ami René ROUSSELOT, après tant d'années d'une action commune, d'une solidarité sans faille, comme d'une amitié sans nuages ne sera pas mon suppléant. Il vous en a expliqué les raisons dans une lettre émouvante publiée par toute la presse régionale. Qu'il me permette de rendre une fois de plus, hommage à son courage, à son dévouement au service du département de la Meuse et du Pays.

Son éloignement dû à son état de santé, la crise dramatique que nous traversons, la nécessité d'une représentation agricole ont projeté Monsieur MATROT brutalement sur la scène politique. Il est parmi les plus qualifiés pour prendre une telle succession. Ensemble, nous sommes décidés à l'action départementale, régionale et nationale.

Mais rien ne se crée dans le désordre.

Un régime totalitaire, quelles que soient ses réalisations, exclut par sa nature, toutes les libertés : de presse, de croyances, d'opinion et de travail conquises au cours de notre histoire au prix de luttes renouvelées et souvent sanglantes. Ces libertés furent, il y a quelques jours, menacées par une combinaison politicienne (Gouvernement provisoire sans élection, candidature de M. MITTERRAND à la Présidence de la République) le tout aggravé par les conditions politiques posées par le parti communiste à la poursuite des négociations engagées. Les uns et les autres spéculaient sur le départ du Général de GAULLE, dont la ferme décision et l'appel émouvant ont brisé cette tentative de coup d'état.

Les institutions ont résisté à cette dure épreuve. Notre situation dans le monde était souvent enviée, mais la violence est contagieuse et les revendications, souvent légitimes, sont illimitées.

Il est vain de supputer les erreurs et les lacunes ou les fautes inévitables dans la gestion d'un grand pays moderne.

Les progrès incessants de la science et de la technique, l'éveil ou le réveil de peuples anciens ou d'États nouveaux, une concurrence chaque jour plus âpre posent des problèmes qui se renouvellent sans cesse et qu'aucun gouvernement ne peut aisément résoudre.

Le dialogue ? Il n'a pas manqué entre électeurs et élus au cours de nombreuses consultations. Peut-être est-il insuffisant entre les pouvoirs publics et les différents groupes professionnels, sociaux et culturels ? Il doit permettre de respecter dans une atmosphère de Liberté, la personnalité, la dignité des groupes et des individus.

Dans notre département, le Comité d'Aménagement et d'Equipement procède de cette conception puisqu'il fait appel aux différentes professions et catégories sociales. Nous pourrons ainsi atteindre les objectifs départementaux que j'ai fixés au cours des différentes sessions de notre conseil général :

Les conditions d'industrialisation étant, d'une part, la réalisation de grands axes de circulation, l'implantation d'établissements formant des techniciens ou des ouvriers qualifiés et un environnement touristique attractif.

Vous connaissez depuis longtemps les grandes lignes d'une politique extérieure et intérieure que la presse, la radio ou la télévision par les voix des représentants de la majorité et de son chef ont tracées largement.

Je voudrais simplement insister sur quelques points essentiels en rapport avec la crise aiguë que nous traversons.

Il va de soi qu'il nous faut d'abord retrouver un climat social apaisé. L'ordre véritable est celui que les réformes établissent durablement.

Beaucoup ont été réalisées, d'autres entreprises, mais le besoin de réformes profondes est apparu encore qu'elles ne sont pas toujours clairement exposées par ceux-là mêmes qui reprochent au pouvoir de ne les avoir pas envisagées et qui même s'opposaient à celles qu'ils réclament aujourd'hui. Exemple : l'Université.

Il faut, en beaucoup de domaines, une participation plus effective et plus complète.

Mais encore, doit-on s'entendre sur son contenu et ses modalités. La décision en tout état de cause étant prise par les seules autorités politiques et économiques responsables.

Mais des problèmes urgents vont se poser.

L'augmentation des salaires, dont quelques-uns étaient insuffisants, décidée d'un seul coup dans les secteurs publics et privés va peser lourdement sur notre économie à la veille de l'ouverture des frontières en vertu des engagements auprès de nos partenaires du marché commun et de ceux du Kennedy round.

Pour que les travailleurs en soient réellement bénéficiaires, il faut que ces augmentations ne soient pas illusoires, qu'une saine politique financière et monétaire le permette et qu'une politique d'expansion autant que possible à l'échelle européenne, soit envisagée avec plus d'ampleur. Encore faut-il tenir compte du facteur humain et l'État doit s'en préoccuper. L'appareil productif est fait pour l'homme et non pour les théoriciens et technocrates.

Autre remarque : les grandes entreprises (voyez dans certains grands états industrialisés) n'ont pas éliminé les petites et moyennes entreprises, pas davantage les grands magasins les petits, moins encore l'artisanat — travail de qualité. Mais la situation appelle des mesures immédiates en faveur des uns et des autres — quelques-unes ont déjà été prises — d'autres doivent suivre. Nous le disons franchement à la classe ouvrière, son intérêt est de soutenir une telle politique (Pouvoir d'achat valable dans un climat de liberté); qu'elle y réfléchisse et ne suive pas ceux qui se contentent de slogans démagogiques.

L'exemple d'une majorité ayant vidé les caisses de l'État, et rappelant ceux qu'elle avait chassés pour les remplir, n'est pas assez lointain pour qu'on ne puisse s'en souvenir.

***

En ce qui concerne l'agriculture, l'augmentation des charges, (en matière de salaires et charges sociales), ne pourra être compensée par une augmentation des prix, puisque ceux-ci sont désormais fixés au niveau européen. Leur élévation se répercuterait du reste sur les prix payés par le consommateur.

Par contre, il faudra accentuer l'équipement de l'agriculture — intellectuel : par l'intensification des moyens d'instruction et de promotion ; — matériel : par la poursuite et l'accélération des moyens en matière de remembrement, d'amélioration des sols et d'aménagement des structures et si possible par la création d'industries de transformation de produits agricoles.

D'autre part, une action sera à entreprendre auprès du gouvernement en vue d'obtenir un relais de financement des charges sociales nouvelles, de manière à ce que l'agriculture française ne se trouve pas handicapée vis-à-vis de ses concurrentes du Marché Commun.

***

Mes chers Compatriotes,

Pour une telle politique rapidement esquissée,

Pour une majorité la plus large possible, nécessaire pour bien gouverner, nous appelons nos compatriotes meusiennes et meusiens.

L'heure n'est pas aux critiques secondaires, ni au dénigrement systématique des personnes mais à l'effort commun, à la solidarité et à l'unité nationales contre la subversion qui nous guette.

Pour la République tant de fois menacée mais qui, grâce à vous, peut une fois encore être sauvée.

Louis JACQUINOT

Suppléant :

Pierre MATROT

P. S. — Nous ne pourrons pas visiter les communes de notre circonscription, nous nous en excusons auprès de nos concitoyens. En ce qui me concerne, j'ai répondu autant que j'ai pu aux invitations nombreuses que j'ai reçues et je me suis efforcé, avec mes collaborateurs, d'aider chacune et chacun dans les difficultés qu'ils ne manquent pas de rencontrer dans leur vie quotidienne. L. J.

Imp. du Barrois - Bar